

Compte rendu

Ouvrage recensé :

OPELLO Jr., Walter C. et Stephen J. ROSOW, *The Nation-State and Global Order. A Historical Introduction to Contemporary Politics*, 2^e éd., Boulder, Lynne Rienner, 2004, 319 p.

par Raúl Bernal-Meza

Études internationales, vol. 36, n° 3, 2005, p. 391-395.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/012038ar>

DOI: 10.7202/012038ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

de résumer les mythes auxquels l'auteur s'attaque et les courants de pensée qu'il préconise, ou de décrire quelques stratégies de commerce proposées et qui constituent des tranches intéressantes de l'ouvrage.

L'étude, complétée par une bibliographie extensive et un index, permet de doser les affirmations trop optimistes qui sont faites en faveur des politiques néolibérales de libre-échange et de mondialisation. Elle permet également de considérer de façon réaliste d'autres modèles de développement et d'autres stratégies économiques. Elle s'adresse en priorité aux étudiants et étudiantes en économie politique, au personnel de recherche, aux activistes sociaux et à toute personne qui veut comprendre un peu mieux où nous mènent nos gouvernants axés prioritairement sur le modèle néolibéral actuel.

Gabrielle LACHANCE

*Sociologie, option développement
Sainte-Foy, Québec*

HISTOIRE ET DIPLOMATIE

The Nation-State and Global Order. A Historical Introduction to Contemporary Politics.

OPELLO Jr., Walter C. et Stephen J.
ROSOW. 2^e éd., Boulder, Lynne Rienner,
2004, 319 p.

Recueil historique sur l'État territorial, depuis ses origines dans l'Europe médiévale jusqu'à l'actuel État-nation dans le contexte de la mondialisation, cet ouvrage offre une interprétation basée sur des hypothèses propres et une bibliographie d'auteurs amplement reconnus. Il passe ainsi en revue les influences de

l'idéologie, de la politique, de la culture, de la religion et des institutions qui ont contribué à la création de l'État-nation moderne, à travers un long processus historique. Les auteurs fondent leur analyse sur l'argument selon lequel le processus de construction de l'État moderne est passé par cinq étapes, dont la dernière correspondrait à celle de la mondialisation actuelle.

Le livre compte trois parties, divisées en trois chapitres chacune, et une quatrième partie avec deux chapitres, dont les conclusions, plus une introduction, une liste de cartes, une brève préface, une bibliographie et un index thématique et nominal. Sur le plan méthodologique, chaque chapitre se termine par un bref résumé. La première partie du livre analyse les éléments qui ont conduit à la constitution des États territoriaux en Europe. La deuxième traite les différentes formes prises par cet État territorial. La troisième examine ce que les auteurs appellent « les deuxième et troisième grandes transformations », à savoir l'extension de l'idée de l'État territorial vers des régions au-delà de l'Europe et la division de ces régions non européennes en États territoriaux souverains séparés par la force et le nationalisme. La quatrième et dernière partie du livre analyse les changements actuels et les thèmes qui mettent en doute la continuité de l'État comme une forme de domination politico-territoriale : l'avenir de la souveraineté, l'impact de l'économie globale sur l'État territorial.

La perspective théorique du livre est présentée avec une première hypothèse selon laquelle la disparition de la partie occidentale de l'Empire

romain a créé les conditions de l'émergence des États territoriaux, qui se développeront pendant le Moyen-Âge et que les besoins de la guerre contribueront postérieurement à raffermir comme entités. La Paix de Westphalie marquerait ainsi la déclaration internationale de leur avènement.

Les auteurs s'accordent avec d'autres qui signalent que les fondements de la pensée politique sur la conception des *affaires publiques* remontent à la tradition patricienne romaine sous la République et aux idées sur le gouvernement représentatif; ces idées ont été par la suite réinterprétées par Machiavel. Dans cette tradition se trouve aussi l'idée de la propriété privée absolue, l'un des fondements du développement ultérieur du capitalisme.

Vers 1200, les royaumes semi-autonomes se consolident autour de l'idée de *frontières*, en tant que territoires exclusifs d'un pouvoir militaire déterminé et deviennent de plus en plus bureaucratiques. En même temps, l'Église catholique s'est également transformée en un véritable royaume et disposait de l'énorme pouvoir de la communication (éducation) et du contrôle des idées morales, en plus du statut et du pouvoir économique. De cette façon, à côté d'un pouvoir séculier s'est constitué un pouvoir sacré.

Les petits et moyens territoires, attribués à un souverain local, se sont vus bientôt dans l'obligation de se défendre des barbares et de leurs propres ennemis par leurs propres moyens. Le pouvoir du roi et de toute la monarchie ainsi que l'aristocratie

ont commencé à apparaître comme quelque chose de lointain qui a été remplacé par le pouvoir local. Ce processus est à l'origine du féodalisme qui a créé les conditions sociales de l'essor postérieur à l'État territorial moderne. La société féodale, basée sur des liens de loyauté et d'obéissance personnels, serait plus tard substituée par une conception basée sur l'identité et la loyauté envers les institutions de l'État territorial souverain; une société où se différenciaient trois pouvoirs: ceux qui priaient, ceux qui faisaient la guerre et ceux qui travaillaient. Les commerçants au ^x^e siècle commencèrent à jouir d'un statut juridique qui les différenciait des trois groupes antérieurs. Les bourgs acquirent leurs propres Constitutions, qui s'appliquaient aux villages et non aux individus. La ville arrivait alors à assurer son autonomie économique et militaire et elle se transformait en un espace *libre* dominé par les commerçants. Les auteurs – en se fondant sur les recherches d'autres chercheurs (comme Keegan, Tilly, Giddens, etc.) – affirment que l'avènement des armées permanentes et des flottes de guerre régulières ont transformé le féodalisme dans les premiers États territoriaux. L'État moderne est inimaginable sans cette révolution militaire et les grandes avancées techniques.

Des vieilles pratiques et institutions a émergé un nouvel ensemble de représentations et de techniques. Le pouvoir s'est peu à peu dépersonnalisé et un nouveau langage politique et de gouvernement est apparu. La loi est devenue l'instrument pour gouverner des populations dispersées à travers tout le royaume; simultanément

ment, le roi est devenu la représentation symbolique de l'appareil qui dirigeait les affaires publiques.

Trois éléments contribueraient de leur côté à la sécularisation de l'État territorial : 1) l'idée d'une société civile ; 2) le retour du républicanisme romain incluant l'idée de la *raison d'État* ; 3) l'idée que la connaissance pouvait et devait améliorer la vie humaine.

La pensée de Saint-Thomas – fondamentale pour le développement postérieur du droit naturel – maintient la femme à une place subordonnée à l'homme, ce qui contribue plus tard à ce que l'État moderne et la société deviennent les domaines propres de l'activité masculine. La conséquence la plus importante de la conception du Droit naturel a été la libération de l'activité commerciale et économique des restrictions médiévales. Le développement d'une nouvelle attitude envers la connaissance en général et de son emploi pratique pour améliorer les conditions de vie et l'administration accompagneraient ce processus.

La Paix de Westphalie suppose le principe de la non-intervention pour quelque raison que ce soit. Elle a aussi stimulé encore davantage le développement et la pratique de la diplomatie. Cette Paix a consolidé l'Europe et lui a donné une nouvelle forme politique. Par la suite s'est créée une société interétatique d'autonomies souveraines et le nom d'*Europe* s'est appliqué à un espace composé d'États et à une société internationale disposant d'un *corpus* juridique pour régler leurs relations. Les peuples extra-européens étaient

alors connus non seulement comme *non chrétiens*, mais aussi comme des peuples vivant en dehors de cette légalité ; par conséquent, ils ne seraient pas gouvernés par les mêmes règles de la société internationale européenne. Cette conception a eu des conséquences énormes pour les politiques colonialistes et impérialistes.

Le fondement philosophique de la représentation de la souveraineté de l'État territorial de Hobbes a fait de l'État une entité plus abstraite. La vie publique, activité propre des hommes, a approfondi la subordination de la femme et a laissé à celle-ci le soin du foyer et des enfants. La souveraineté étatique devint alors un modèle abstrait et général qui serait exporté dans le monde par la voie des États, à travers le colonialisme et l'impérialisme européens. Les fondements de l'hégémonie ont évolué depuis la base commerciale originale vers le système plus complexe du mercantilisme, qui requerrait de développer les marchés en intégrant la production locale avec le commerce et les possessions coloniales. Plus tard, après la Révolution française, le nationalisme a créé les conditions qui rendraient possible la *guerre totale* dans laquelle la population civile ne serait déjà plus à l'abri des attaques et de la destruction.

À partir d'une perspective contemporaine, la quatrième et dernière partie du livre constitue un ensemble de réflexions sur l'avenir de la souveraineté de l'État territorial face aux changements contemporains et sur les possibilités d'affronter les défis du développement technologique. Dans cette cinquième grande transformation, une nouvelle forme post-territo-

riale, basée sur de nouvelles règles politico-militaires, remplacera-t-elle l'État territorial traditionnel ? Selon les auteurs, les divers aspects qui identifient la mondialisation sont contestés par le pouvoir territorial exprimé dans la souveraineté politico-militaire. Quatre forces influent sur les changements subis par la souveraineté de l'État-nation : 1) la guerre post-territoriale : l'avance technologique et le développement nucléaire ont fait disparaître l'idée de la souveraineté territoriale comme étant une forteresse impénétrable ; 2) la mondialisation du capitalisme : elle n'a pas seulement étendu l'activité économique au monde entier mais elle a aussi globalisé la société civile ; 3) la fracture de l'identité : paradoxalement, l'intégration économique de la mondialisation a coïncidé avec la perte de l'identité nationale, dans un processus que l'on pourrait appeler *globalisation*. L'État continue à marginaliser les femmes comme un groupe subordonné, et de nouvelles différences affectent maintenant leur position. En plus, « les élites économiques, dans l'économie globale, sont en train de perdre aussi le sens de l'identité politique nationale » (p. 259), où la loyauté à l'entreprise remplace la loyauté que l'on doit à son propre État-nation ; 4) Hypermédias, communauté et souveraineté : la fragmentation de l'identité nationale est aussi liée au changement culturel plus général, souvent décrit comme *postmodernisme*. « (...) alors que l'hypermédia peut sûrement augmenter la capacité de l'État pour évaluer et ainsi contrôler sa population, il n'a pas le monopole de cette technologie, de sorte que certains États voient leur monopole de légiti-

mité se réduire face à des groupes non étatiques » (p. 262).

Un nouvel ordre global avec le néo-libéralisme comme une nouvelle forme d'État ? Les auteurs signalent : « Nous suggérons qu'en fait le néo-libéralisme réutilise l'État administrateur comme réponse à la mondialisation envahissante du capitalisme depuis les années 70. De notre point de vue, plus que la transformation fondamentale de l'État administrateur, comme le définissent les propulseurs de la dérégulation et de la privatisation, l'agenda libéral, en fait, renforce les aspects-clés du pouvoir de cet État administrateur pour exercer la règle du (pouvoir) politique et militaire » (p. 269). Le néo-libéralisme a externalisé les fonctions d'administration de l'État vers les organisations internationales et privatisé le pouvoir public, et a « présenté la condition moderne comme un monde déterritorialisé – comme un système naturel de libre-échange absolu dans lequel les limites de l'État ne constituent pas des barrières au flux de biens et services autour du monde (...). La souveraineté est, par la suite, réimaginée en vertu d'un régime de nécessité économique et technologique » (p. 271). Le désintérêt pour la politique est un autre effet, tant du néo-libéralisme lui-même que de la présence croissante d'un système global d'organisations transnationales déterritorialisées. Finalement, la déterritorialisation de la politique, sous l'effet de facteurs comme le nationalisme ethnique ou des mouvements religieux qui cherchent à créer une théocratie universelle, comportent en soi des tendances à l'internationalisation, à l'auto-nomisation ou à la globalisation.

Les auteurs ont le mérite d'avoir intégré dans leur interprétation les différents aspects qui configurent la réalité dans laquelle a évolué historiquement la forme de l'État-nation territorial jusqu'au *néo-libéralisme*. Mais ils ne signalent pas qu'il y a des pays puissants derrière cette politique de marchés ouverts.

Comme chez d'autres auteurs on aperçoit, ici aussi, l'erreur de ne pas saisir que l'une des nouvelles sources de violence est la différenciation et la polarisation entre la richesse et la pauvreté, tant entre les nations qu'au sein des sociétés respectives des États du tiers-monde. Par ailleurs, ils donnent la vision qu'en face du capitalisme global, conduit par les grandes entreprises transnationales, il n'y aurait rien à faire, ce qui est très discutable. Ce sont peut-être les seuls défauts que nous pourrions trouver. Le livre est cependant tout à fait recommandable, particulièrement pour l'enseignement supérieur en histoire, science politique et relations internationales.

Raúl BERNAL-MEZA

CERIAL, Mendoza, Argentine

ORGANISATIONS INTERNATIONALES

The UN Role in Promoting Democracy. Between Ideals and Reality.

NEWMAN, Edward et Roland RICH (dir.).
New York, United Nations University
Press, 2004, 359 p.

Cet ouvrage collectif offre une analyse du rôle de promotion de la démocratie de l'Organisation des Nations Unies (ONU). L'ouvrage est

assez complet, offrant descriptions et analyses du fonctionnement de l'organisation et des ressources dont elle dispose pour mener à bien ses programmes en matière de démocratisation, tout en abordant également les difficultés rencontrées par l'ONU et les controverses et critiques suscitées par son implication dans ce secteur d'activité.

L'ouvrage est divisé en trois parties. La première partie couvre six chapitres et aborde différentes facettes du rôle de l'ONU dans la promotion de la démocratie. Roland Rich et Edward Newman, dans leur chapitre d'introduction, rappellent la raison d'être de l'implication de l'ONU dans la promotion de la démocratie. Le mot « démocratie », après tout, n'apparaît nulle part dans la Charte de l'organisation. Par contre, on a établi, à la fois aux niveaux théorique et pratique, qu'il existe une interdépendance entre la démocratie et les trois principaux objectifs de l'ONU tels que mentionnés dans le préambule de sa Charte, soit ceux de « préserver les générations futures du fléau de la guerre », de créer les conditions nécessaires au respect de la justice et des droits fondamentaux de la personnes et de « favoriser le progrès social et instaurer de meilleures conditions de vie ».

Dans une suite logique à cette introduction, Tom J. Farer se questionne sur les fondements juridiques du rôle de l'ONU en matière de promotion de la démocratie. Sur quelles bases légales l'ONU peut-elle agir dans ce domaine, alors que l'article II de sa Charte spécifie qu'elle ne peut intervenir dans les affaires internes de ses membres ? Farer soutient que la légi-